

Direction régionale et interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France
Unité départementale des Yvelines

Arrêté portant mise en demeure n° 2017-43517
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société PICHETA à Limay

Le Préfet des Yvelines
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°04-118/DUEL en date du 16 juin 2004 modifié autorisant la société PICHETA à exploiter une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux à Limay, route de Meulan, lieu-dit Les Hautes Garennes ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 août 2017, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à la visite d'inspection du 11 avril 2017 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 5 septembre 2017 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à la suite des observations de la société PICHETA par courrier du 5 septembre 2017 ;

Considérant que, lors de la visite de contrôle du 2 août 2017, l'inspection des installations classées a constaté que :

- l'exploitant n'a pas pu produire l'analyse du risque foudre mentionnée à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, comme prescrit à l'article 22 du même arrêté ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un deuxième poteau d'incendie de 100 mm situé à moins de 100 m de l'entrée de l'établissement ou d'une réserve d'eau d'extinction d'un volume minimal de 120 m³ sur son site, conformément à l'article 1.8 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 juin 2004 sus visé ;

Considérant que la société PICHETA a indiqué, par courrier du 5 septembre 2017, qu'elle va faire réaliser une analyse du risque foudre et qu'elle a demandé des devis ;

Considérant que la société PICHETA a déclaré qu'elle va mettre en conformité ses installations, qu'à cette fin elle a organisé une réunion avec les services de secours et de prévention le 20 septembre 2017, et qu'elle sollicite un délai de trois mois pour réaliser les travaux de mise en conformité ;

Considérant que les remarques de l'exploitant ne remettent pas en cause les observations de l'inspection des installations classées et que le délai de trois mois sollicité est celui mentionné dans le rapport de l'inspection du 23 août 2017 ;

Considérant que les non-conformités relevées par l'inspection des installations classées, lors de l'inspection du 2 août 2017, constituent des manquements aux prescriptions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus visé et de l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 juin 2004 sus mentionné ;

Considérant que, face aux manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société PICHETA de respecter les prescriptions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'article 1.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16 juin 2004 sus mentionnés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

Arrête :

Article 1^{er} : La société PICHETA exploitant une installation de transit de déchets dangereux et non dangereux à Limay, route de Meulan, lieu-dit Les Hautes Garennes, est mise en demeure, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de :

- respecter les prescriptions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en réalisant l'analyse du risque foudre ;
- respecter les prescriptions de l'article 1.8 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°04-118/DUEL du 16 juin 2004, en mettant en conformité le site en équipant ses installations d'un deuxième poteau d'incendie de 100 mm situé à moins de 100 mètres de l'entrée de l'établissement ou en disposant d'une réserve d'eau d'extinction d'un volume minimal de 120 m³.

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à la société PICHETA et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
 - sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
 - maire de la commune de Limay,
 - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le

11 OCT. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Le chef de l'unité départementale,


Henri KALTEMBACHER